L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :

SAMEDI MATIN, 23 JANVIER 1836.

L'éditeur de l'Abeille informe respectueusement les membres de la législature qu'il est candidat à la place d'imprimeur de cette dite de la Louisiane.

BANQUE DES CITOYENS

Nous avons eu un vif plaisir en annonçant nos lecteurs que le bill relatif à cette banque, et qui a été si longuement discuté dans les dernières séances de la chambre a fini par passer malgré les chicanes de l'opposition.

Ce bill a été introduit à ce bill par M. [illegible], pour que les actionnaires aient le droit [illegible] appeler à la décision des tribunaux dans le cas où les titres seraient aux directeurs de la banque comme rejetés par ces derniers. Cette mesure sage met sous les citoyens à l'abri des injustices de l'illégalité de cette institution, si jamais, ce que nous ne croyons pas, elle voulait en commettre.

Un autre amendement que nous croyons de même nature, c'est que l'argent de la banque devra être placé dans les limites comprises entre les rues Poydras et Toulouse.

La reconsidération de ce bill a été demandée pour la séance de ce jour, mais nous avons tout lieu de présumer qu'il n'y aura pas de *quorum*, le samedi étant ordinairement le jour de repos de nos législateurs, et cette mesure a été tellement libérale que nous présumons que ceux mêmes qui revendiquaient les lois droits à la jouissance de ces articles qui ne tendent rien moins qu'à jeter au blâme direct sur les actes de l'administration actuelle pour la conduite qu'elle a tenue dans la question de l'indemnité.

La marche qu'a suivie Jackson dans tout ce qui a rapport à cette question est celle que lui traçait la Constitution générale. En agissant ainsi qu'il l'a fait, il a rempli consciencieusement son mandat; et si dans sa première communication au Congrès, sa franchise diplomatique l'a porté à recommander des mesures énergiques pour obtenir le règlement d'une affaire déjà depuis trop longtemps en souffrance, la France ne devait-elle pas considérer que ce n'était pas Jackson qui parlait mais bien la Charte elle-même dont il n'était que l'interprète? Ne devait-elle pas savoir aussi, que loin d'assumer le mépris universel, les Etats-Unis ne pouvaient pas voir de sang-froid qu'un traité qui avait été signé de bonne foi et sur lequel reposaient entièrement les relations amicales de deux pays, fût foulé aux pieds par quelques chefs d'opposition plutôt portés à renverser le gouvernement Philippe ont ils étaient les ennemis jurés, qu'à reconnaître la validité de notre créance, et qui voudront profiter, ainsi que le loup de la fable, d'un faux-fuyant pour arrêter court les négociations entamées, tendant en cela brouiller tellement les cartes, que ni ambassades, ni le cabinet français, ni celui de Washington, ni personne au monde, ne pût plus s'y reconnaître? Il fallait des motifs quelconques à l'opposition française pour entraver la marche de la royauté de Juillet, et le message de Jackson lui en fournit un plus fort. On faisait insulte à la nation, et il fallait des explications.

Nous prions nos lecteurs de vouloir nous suivre attentivement dans nos arguments et surtout de ne nous attribuer aucun dessein de chercher à blesser les susceptibilités de qui que ce soit ; cela grâces à Dieu n'a jamais été notre intention, et ce serait moins encore contre la France que contre toute autre nation que nous voudrions élever de notre plan de conduite.

Mais il est des observations qu'un journaliste ne saurait se dispenser de faire lorsque, comme dans la question actuelle le sort de deux peuples est mis en jeu—et pour commencer nous ferons cette demande :

Le message du président (nous nous abstiendrons ici de dire si, dans notre idée il est insultant ou non) était-il de nature à arrêter le cours de la négociation entamée ? Nous pouvons hardiment répondre dans la négative, et pour prouver notre assertion, nous dirons qu'aucune raison au monde ne peut dispenser un débiteur de faire honneur à sa dette quelle que soit la manière dont le créancier l'aura réclamée. Refuser de la payer en alléguant que la demande n'en a pas été faite d'une manière convenable, c'est presque montrer de la mauvaise foi car, si le créancier ne croit pas devoir modifier sa demande ce n'est pas une raison pour qu'il soit dépouillé de ce qui lui est légitimement dû. A Dieu ne plaise que nous ayons l'idée de dire qu'il y a eu de la mauvaise foi de la part de la France ! Nous nous sommes trop expliqué quant aux projets des ennemis du gouvernement Philippe pour que l'on ne nous attribue pas des desseins que nous désavouons formellement. Mais l'opposition française s'est égarée dans sa marche ; elle a proposé et fait adopter des mesures qui rendent maintenant impossible tout arrangement à l'amiable, car il est aussi difficile aux Etats-Unis de faire amende honorable qu'à la France de payer si les explications qu'elle demande ne sont pas données.

L'opposition a fait tout le mal, et c'est à elle seule que l'on devra demander compte des catastrophes qui pourront s'ensuivre. La guerre se déclare. Elle a placé la France dans une fausse position d'où elle ne sortira jamais avec honneur, et si l'on en vient aux armes, plus ses triomphes seront grands, plus elle aura à se reprocher de les avoir obtenus.

Nous sommes bien loin de considérer ceux qui ont traité la question de l'indemnité comme manquant d'habileté, mais ils ont fait tout l'opposé de ce qu'ils auraient dû faire—les deux points principaux auraient dû être traités distinctement—Il fallait séparer le message de la dette, en dire ici il y a une insulte; là une somme à payer. Notre rôle d'un côté est passif, de l'autre nous devons prendre l'initiative. Enfin les représentants de la nation française convaincus de la légitimité de la créance réclamée auraient dû la payer sans hésiter, et après cela demander raison de l'insulte qu'ils pensaient avoir été faite à l'honneur national dont ils étaient les dépositaires. C'était la marche que la raison et la justice devaient sans doute leur tracer, car; s'il y a une insulte dans le message et si l'Amérique juge à propos de renoncer à ses 25 millions pour ne pas donner l'explication demandée, cette insulte ne sera-t-elle pas faite pour la France ? et ne croira-t-elle en conservant cette somme être vengée de ce qu'elle considère comme un outrage ! Vraiment personne au monde n'aura jamais une pareille cause victime.

SENAT DE LA LOUISIANE.

Séance du 23 janvier 1836.

M. Hoa présente une pétition du président des compagnies du chemin à lisses de la Nouvelle-Orléans et Carrollton, suppliant les progrès de cette entreprise à l'avenir qui lui est réservée, et priant la législature de souscrire pour trois millions d'actions, afin de mettre la compagnie à même de commencer et de continuer ses opérations avec succès.

Sur motion de M. Hoa, appuyée par M. Moore, cette pétition est renvoyée à un comité de cinq membres.—Les présidents nomme Mrs. Hoa, Cuny, Johnson, Tête et Moore.

M. Labarre présente de nouveau une résolution pour la nomination d'un comité des deux chambres, chargé de rédiger un acte pour tracer et fixer les limites des paroisses du Pointe-Coupée, Iberville, Ouest Baton-Rouge, Ste. Marie et St. Martin. Cette résolution est lue et adoptée. Le Président nomme Mrs. Labarre, Bernard et Porche, pour le sénat.

Sont lus pour la première fois, l'acte pour accorder les privilèges de banque à la Compagnie des Améliorations de la Nouvelle-Orléans, et l'acte pour accorder aux présidents et directeurs de la banque de la Louisiane le droit d'ester en justice.

L'acte pour changer l'époque des sessions dans les cours de district des paroisses Ouachita, Catahoula, Rapides et Natchitoches, est lu pour la première fois, ainsi que la résolution qui renvoie à un comité des deux chambres la partie du message du gouverneur relative aux terres publiques réservées pour l'usage de la Louisiane.

Les résolutions pour la nomination d'un comité des deux chambres chargé de visiter l'Hôpital de Charité, d'examiner les affaires des banques de Cité de la Louisiane et des Planteurs, de la compagnie du chemin à coulisses de Clinton et Port-Hudson, sont adoptées.

La résolution de M. Labarre est autorisé à faire sonder et mesurer le canal qui joint le bayou Lafourche au lac Verret, dans la paroisse de l'Assomption.

Le président nomme les membres du comité des améliorations intérieures comme formant le comité chargé, de la part du sénat, d'examiner et reviser les lois qui concernent la direction des travaux publics et de présenter un rapport sur ses opérations.

D'acte pour la nomination de nouveaux assesseurs dans les paroisses Washington et des Avoyelles, est adopté, ainsi qu'acte concernant le brigadier-général.

L'acte pour autoriser le gouverneur à employer $10,000 lors fonds du trésor à l'achat d'armes pour la milice, est adopté.

Le bill pour venir au secours de George W. Addison, de la paroisse St. Landry, est lu une 3me. fois.

M. Dupré présente un bill pour l'allocation de $82, somme trait d'a pences pour un nègre mort en prison. Sur motion, ce bill est renvoyé au comité des réclamations.

Une résolution pour la nomination d'un comité des deux chambres, chargé de visiter les asiles pour les orphelins des deux sexes, est adopté.

Le sénat s'occupe d'affaires exécutives pendant quelques minutes, et s'ajourne à Lundi matin.

CANADA.—MONTREAL, 24 déc.

Une nouvelle assemblée *constitutionnelle* a eu lieu mardi soir, à l'hôtel Nelson, dans le vue d'avancer la formation du corps des 600 volontaires. Une marche nouvelle y a été adoptée. Ils ne prétendent plus s'adresser à Sir J. Colbourne, pour en obtenir la autorisation. Ils se sont assez doutés de la folie de ce projet, et qu'il était déraisonnable de croire que le gouverneur du Haut-Canada consentirait à prendre ainsi part dans nos affaires, *quand même il en aurait le droit.* Ils ont aussi renoncé au projet de le former sans l'aveu du pouvoir, sans doute parce qu'ils ont craint que celui-ci à la fin ne prît l'éveil. Il a été aussi décidé que la détermination de s'adresser à Lord Gosford pour obtenir son assentiment à la formation d'un pareil corps. Nous ne savons quelle sera la détermination de *Lord Gosford, mais nous ne croyons pas qu'il puisse* se rendre à leur demande. Il doit connaître leurs motifs. Ils sont évidemment hostiles, comme ils n'ont pas caché de le manifester. Ils veulent acquérir de la force, pour pouvoir ensuite à l'improviste le parti patriote, écraser un de ces jours. Ce corps ne peut manquer d'être mal vu de tout gouvernement et de devenir entre les deux partis *Canadien* et *Anglais*, *Si son Excellence se rend* à leur demande et s'incorporait leur compagnie, il peut s'attendre que tout naturellement, il aura bientôt à accorder une semblable demande aux patriotes, à qui il deviendra nécessaire de prendre quelques mesures de sûreté. Ainsi ce sera mettre en face deux ennemis armés, qui ne tarderont pas à faire usage de leurs armes, que et le repos des citoyens aient à en souffrir. De plus nous ne vertions là qu'un moyen de plus de rendre les élections plus tumultueuses, qu'elles ne le sont déjà. Ainsi, dans les circonstances actuelles, nous pensons que Lord Gosford en sanctionnant la compagnie, manquerait au plus sacré de ses devoirs, celui de maintenir la paix et l'union parmi les citoyens.

(La Minerve.)

Seize heures de souffrance sur la glace, à 24½ degrés au-dessous de zéro, échelle de Fahrenheit.

Il n'est guère de situation plus affligeante, plus pénible et plus dangereuse que celle dont il va être fait le récit. Il en est peu de plus digne de compassion, de plus capable d'exciter l'émotion la sensibilité des cœurs mêmes les plus endurcis à l'humanité souffrante, que celle où se sont trouvés trois hommes de St. Joseph de Soulanges, pendant la nuit du 15 au 16 du courant, le mercredi suivant le matin à 24 degrés au-dessous de zéro, à l'échelle de Farenheit. Quoi de plus affreux et de plus pitoyable que de se trouver écarté sur la glace par le mauvais temps ! de se trouver exposé pendant seize heures de temps à un froid si intense, environ, à la neige, sans feu, sans nourriture, sans consolation, sans presque aucune espérance, ayant à combattre sans cesse pour se garantir de la mort ! Tels furent les sujets du village des Cèdres ont été émus de compassion, de plus à l'arrivée de leurs concitoyens, pouvant à peine parler, marcher, se soutenir ! Le récit de leurs souffrances a produit une vive sensation, a fait verser plus d'une larme.

Tout le monde sa rappelle le gros nuages temps qui s'éleva le 15 du courant, mardi après-midi. Chaque voyageur se hâtait de descendre à son poste, de rejoindre sa famille, de se mettre à l'abri près d'un bon poêle. M. Louis Mongenais et M. J. Bte. Turcot, respectables et très notres habitans des Cèdres, accompagnés d'un jeune homme du nom de Martin Ladoré, même aussi et d'une bonne famille, revenant de Montréal, après avoir relâché à la pointe Claire, ils se partirent vers les quatre heures. Ils espérant et prétendaient se rendre même aux Cèdres, avant que les chemins fussent trop gâtés. Pour cela ils prirent le plus court chemin ; et à une lieue de la Pointe-Claire, la neige devint si épaisse, si difficile de s'engager dans la grande traverse qui conduit à l'Isle Perrot, cette route se trouvant *balisée*. Ils eurent bientôt lieu de s'en repentir. Les balises leur manquèrent : ils croyaient pouvoir les trouver à quelques pas de là ; mais en vain. La perte le plus sûr était de retourner sur leurs pas ; mais ils ne parvinrent à y retomber sur leurs traces, ni à retrouver les balises. Le vent changea du nord-est au nord, ce qui les écarta tout-à-fait. Ils errèrent ça et là jusques vers les neuf heures du soir sans se retrouver : ils *de roder en vain, craignant de tomber dans quelques* trous, entendant craquer la glace sous leurs pas, ils prirent sans délai la résolution de camper pour le reste de la nuit ; ils allumèrent avec peine jusqu'au lendemain pour se reconnaître, si la Divine Providence leur faisait la grâce d'y parvenir.

Ayant placé leur chevaux la croupe au vent, ils se mirent à *marcher, à se promener autours* de leurs voitures, fais ant de bien tristes réflexions. Le vent, vers dix heures, se mit à souffler, et ne cessa toute la nuit et le lendemain. Ils avaient à se défendre du froid, de la neige, de l'engourdissement, des horreurs de la mort; ils le firent longtemps avec courage, fodant, marchant, piétinant, sautant tour à tour. La fatigue, l'épuisement devait succéder à ses efforts et un penchant au sommeil presqu'invincible les portait à se jeter la face contre la neige pour y reposer, et jouissait ils non semblaient. M. Turcot ayant éprouvé tout ce que cette position avait de dangereux, et qu'un tel repos pouvait les faire périr tous, résolu de ne plus se le permettre, ni à lui, ni aux autres. Prenant donc sur lui-même, il chercha à égayer ses compagnons, les encouragea, les soulevant de dessus la neige, en un mot, les encouragea mutuellement. On entendait crier sans distinguer d'où venait la voix. Ils n'ont aucun doute que plus d'une personne se trouva dans la même détresse et en fut la victime. La nuit leur parut sans fin, un siècle, les heures des années, les minutes des *mois*. Le jour tardait trop à venir terminer leur martyr. Vers trois ou quatre heures, A.M. le froid devint insupportable; en eux-mêmes ils perdaient tout espoir d'en réchapper, de revoir leurs familles; la mort se présentait à eux. Ils devaient périr ces hommes, sans une espèce de miracle! sans le secours du ciel que les nations appelèrent si bienfaisant, sans celle que le sauveur donna au chrétien pour mère, dans la personne de St. Jean, sans la protection de celle qui obtint, par son intercession, un miracle aux noces de Cana, ils ne devaient pas échapper à la mort.

Le jour vint enfin relever leur courage, raffermir leur force, faire renaître un rayon d'espérance, abréger leur peine qui cependant leur paraissait bien longue encore jour. Ce ne fut qu'à sur les 8 heures du matin qu'ils purent reconnaître leur position, à quatre arpents du chenal, à trois quarts de lieue de la terre, vis-à-vis M. Leblanc de la Pointe Claire. Les trois chevaux qui n'avaient pas rejoint la nuit ne purent pas marcher sans peine. En gagnant chez M. Mallet, aubergiste, M. Turcot eut le regret beaucoup de visage. Nos concitoyens furent engagés avec l'attention et l'accueil que méritaient leur infortune, tandis que M. Guillaume Merleau, des Cèdres, saign it leurs chevaux. Un seul resta à l'écurie de M. Mallet, il en est réchappé depuis.—Quoique le froid fût à midi, 18°. le soir, et la violence du vent eussent dû arrêter nos voyageurs, ils se mirent en route au bout de trois heures. Ce a de la peine à leur pardonner cette imprudence ; le désir séul de se faire soigner dans le sein de leurs familles peut les excuser. Incapable de marcher, obligés de se faire traîner, ils souffrirent beaucoup du vent, du froid, et se gelèrent de nouveau. Ce ne fut que sur les 6 heures du soir qu'ils arrivèrent au village dans un état à tirer les larmes.

Leur situation des cœurs fut grande, la foule se pressa. On vint à bout de les réchauffer. M. Mongenais a peu souffert des pieds, il a le visage gelé, il pourrait perdre le nez. M. Turcot a les pieds beaucoup gelés, il ne peut se porter dessus, il en sera quitte pour une réclusion de quelques mois. Le jeune Ladonde a beaucoup plus souffert que les autres. Il sera confiné dans la maison pour le reste de l'hiver. Le Dr. M'Nabb craint qu'il perde le pied droit.

Avis aux voyageurs de ne pas s'exposer, dès ne pas trop se fier aux balises. Avis aux conducteurs de faire *baliser* les chemins, et de ne les faire balises qu'à moitié.

(La Minerve.)

BRESIL.

Maranhão.—Une lettre de Maragnan du 30 novembre, annonce que la province de Para reste toujours dans l'état d'insurrection où les derniers rapports l'ont représentée, que la nouvelle de la destruction du brick anglais *Clio* et du massacre de son équipage entier, sauf un homme, à Salines, a été officiellement confirmée, et que la corvette anglaise *Race Horse* a fait voile de ce port le 22, pour s'assurer de l'état ou choses. Le *Clio* venait de Liverpool en destination pour Para, et avait à bord 2,000 fusils, avec les accoutrements complets ; selles, pistolets, fontes, ect., pour 500 hommes de cavalerie; 500 barils de poudre ; balles, tambours, trompettes, etc. ; outre 18,000 livres en espèces, vins, marchandises, etc., en montant d'après les factures, à 14,000 livres sterling. Le canot du brick qui avait été envoyé à terre pour chercher un pilote, fut retenu, le navire fut saisi par les indiens, et tous les hommes tués à l'exception d'un seul, *qui fut contraint de diriger le* bâtiment à Vigia, où il fut coulé à fond. La perte éprouvée par les anglais est diversement estimée de un à deux cent mille livres sterling.

NEW-YORK, 6 janvier.

Pertes par suite du dernier incendie.—Le comité pour l'estimation des pertes, précédemment dirigé par le comité général, a fait jeudi soir à ce dernier, son rapport duquel il résulte que le nombre des bâtiments détruits était de 547, non compris ceux de "Merchant's Exchange" et de "Dutch Church", et que le montant de l'estimation des pertes est de $17,115,692. Cette évaluation est basée sur les rapports de 276 maisons de commerce et propriétaires fonciers, qui justifient d'une perte de $7,178,792 sur la destruction de 220 bâtiments, et de $6,557,945 de marchandises. Total $13,736,737, dont $7,966,159 assurés. La proportion des propriétaires de bâtimens qui ont fait leurs rapports au comité est beaucoup moindre que celle des propriétaires de marchandises. La perte entière des immeubles est estimée à 4 millions de piastres : celle des marchandises à treize millions cent quinze mille cent quatre-vingt-douze : Total, $17,115,692.

STATISTIQUE.—Le tableau ci-après, donne le chiffre de la population de différentes villes de l'Union. Il est tiré de la *Gazette Commerciale* de Boston.

Au moment présent, commencement de 1836, la population des villes qui suivent, est :

New-York,	289,873
Philadelphie,	200,000
Baltimore,	92,000
Boston,	78,000
Nouvelle-Orléans,	70,000
Charleston,	24,000

Tableau ensemble graduel de la ville de New-York a :

1790—	33,131	1825—	161,059
1800—	60,489	1830—	203,000
1810—	96,373	1836—	279,373
1820—	123,706		

OFFICIEL.

DOUZIEME LEGISLATURE—2me. SESSION.

☞ Pour la séance du Sénat, voyez la 4e. page.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

LUNDI, 18 Janvier 1836.

La chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

M. Lewis a présenté la résolution suivante :

Résolu, &c. Qu'un comité réuni de — membres, tant de trois membres de la chambre des représentans soit nommé, dont le devoir sera d'examiner et la condition du collége de Franklin, et de faire un rapport à ce sujet pendant la session actuelle de la législature.

Laquelle a subi sa 1re. lecture et est renvoyé à demain pour être lu une 2de fois.

M. Ogden a présenté les résolution suivante :

Résolu par le Sénat et la Chambre, &c. Qu'il est urgent de la plus grande importance à la sûreté de l'Etat, qu'une force militaire soit stationnée d'une manière permanente dans les casernes des Etats-Unis, situées sur la ville de Baton-Rouge, afin de garder l'arsenal et cette station qui sert de dépôt pour une quantité considérable d'armes et d'ammunitions.

Résolu, &c. Qu'il est extrêmement dangereux de laisser cette station sans la garde d'une force armée suffisante, et que, en égard à l'importance de la station et la quantité d'armes et de munitions qui y sont déposées, que nos sénateurs au congrès soient chargés et nos représentans invités à faire tous leurs efforts auprès du département de la guerre du gouvernement général, à l'effet d'obtenir qu'un régiment de troupes des Etats-Unis soit stationné d'une manière permanente dans ce fort.

Laquelle a subi sa 1re. lecture, et la chambre s'étant ajournée de ses règles, a subi une 2de. lecture.

Sur motion, ordonné que cette résolution soit acpiés.

Le greffier est chargé d'y demander le concours du sénat.

☞ Un message du sénat par M. Davis, son secrétaire, informant la chambre de son concours aux résolutions suivantes :

La résolution chargeant nos sénateurs au congrès et invitant nos représentans à faire tous leurs efforts pour *faire augmenter le salaire des officiers des Etats-Unis* employés aux bureaux des terres dans cet Etat.

Une résolution nommant un comité à l'effet d'examiner les affaires de la Banque de l'Union de la Louisiane.

"La résolution nommant un comité réuni à l'effet d'examiner les affaires de la compagnie de la Banque du Canal de la Nlle Orléans," messrs Reid, Lanchs et Morancy sont nommés membres de ce comité de la part du sénat.

Et la "Résolution nommant un comité réuni à l'effet d'examiner les affaires de la Banque de la Louisiane" *Messrs Brownson, Lewis et Moore* sont nommés membres de ce comité de la part du sénat;

M. Delachaise de la part du comité d'enrôlement a rapporté comme dûment enrolé le bill intitulé :

Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour incorporer l'académie de Montpellier et pour accorder une incorporation à la dite académie au collége d'Alexandrie, approuvé le 30 mars 1833," ce rapport ayant été adopté, l'orateur a signé le dit bill.

Le Greffier a été chargé d'y demander la signature du président du sénat.

M. Ogden a présenté une pétition signé par plusieurs citoyens de la paroisse d'Est Baton Rouge et a fait la motion qu'elle soit référée à un comité spécial composé de cinq membres.

Cette motion ayant prévalu.

L'orateur a nommé MM. Ogden, Patin, Haile, Bry, & Brown membres du dit comité.

M. Lewis de la part du comité judiciaire auquel avait été référé le rapport de Thomas Curry a présenté la résolution suivante :

Résolu par le Sénat, &c. Que le secrétaire d'Etat est et demeure autorisé à prendre des arrangements avec Thomas Curry rapporteur des décisions de la Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane afin d'autoriser le dit Curry à faire imprimer relier et compléter les copies des premiers dix volumes de rapports de la dite Cour Suprême déposés dans les archives de l'Etat, lequel travail sera fait aux frais du dit Curry et lorsqu'il sera parfait il lui sera payable de les échanger (volume pour volume) pour un égal nombre de copies des 2le, 3me, 4me, 5me, 6me, et 7me volumes des rapports de la Louisiane appartenant à l'Etat.

Laquelle a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lue une 2de. foi.

M. Breaux, de la part du comité auquel avait été référée la pétition de Julien Caruthers, a fait son rapport en présentant un bill intitulé "Acte pour venir au secours de Julien Caruthers de la paroisse de Lafayette" lequel a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une 2de. fois.

M. Sparks a donné avis qu'il présenterait sous peu un bill intitulé "Acte pour incorporer l'association manufacturière de la Nouvelle-Orléans et de la Mobile."

M. Breed a donné avis qu'il présenterait sous peu un bill intitulé "Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour incorporer les administrateurs de l'académie de Covington et pour d'autres objets, approuvé le 29 janvier 1828."

M. Davidson, conformement à l'avis qu'il en avait donné, a présenté un bill intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie du Jeune Républicains de Springfield en Liberty," lequel a subi sa première lecture; et sur motion l'impression en a été ordonnée.

M. Breed, conformément à l'avis qu'il en avait donné, a présenté un bill intitulé "Acte pour amender l'acte pour incorporer un bureau des travaux publics et pour d'autres objets," lequel a subi sa première lecture; lequel a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une 2de. fois.

M. Briggs a présenté la résolution suivante.

Résolu qu'à l'avenir aucune personne ne sera admise dans la salle de la Chambre des représentans après que la chambre aura été appelée à l'ordre; Sont exceptées les personnes qui y sont admises actuellement en vertu des reglemens de la chambre, ainsi que les dames qui voudront bien nous honorer de leur présence et les messieurs qui les accompagneront, pour la commodité desquels l'espace en arrière des colonnes *en face* du fauteuil de l'orateur devra être préparé; et il est ordonné au sergent au portier de refuser l'entrée à toutes autres personnes.

Pendant la discussion de la dite résolution, la chambre a procédé à l'ordre du jour.

ORDRE DU JOUR.

La chambre s'est occupée de la résolution nommant un comité des deux chambres à l'effet d'examiner les affaires de la Compagnie du chemin à coulisses de Clinton et de Port-Hudson.

Sur motion, ordonné qu'elle soit adoptée.

L'orateur a nommé messieurs Lawson, Barrow et Breazeale membres du dit comité.

Le greffier a été chargé d'en informer le Sénat et de demander son concours à la dite résolution.

La chambre s'est occupée de la résolution nommant un comité réuni pour prendre en considération cette partie du message du gouverneur relative aux terres publiques et aux droits de l'Etat sur ces dites terres.

Laquelle ayant été adoptée,

L'orateur a nommé messieurs Sheldon, Penn, Lewis, Wilson et Brashear membres du dit comité.

La chambre a pris de nouveau en considération le bill intitulé "Acte pour amender les divers actes relatifs à l'acte pour incorporer la banque des citoyens de la Louisiane," lequel était sous considération lorsque la chambre s'est ajournée samedi.

M. Marigny ayant fait la motion de reconsidérer la question, un addit onnelle portant le "N° 9," l'appel nominal a été demandé sur cette motion, et il a paru que messieurs Armand, Augustin, Bienvenu, Debuys, Delachaise, Dixon, Ducros, Marigny, Freret, Guillet, Labatut, Lambremont, Landry, Montégut, Nerault, Ory, Patin, Penn, Sparks et A. B. Thibodeaux avaient voté dans l'affirmative—20 oui.

Et que messieurs Bickham, Brashear, Breaux, Breazeale, Breed, Brigge, Brown, Bry, Couvillon, Bernard, Dawson, Haile, Lawson, Lewis, McAlister, Ogden, Patten, Barrow, Sheldon, Sibley, H. C. Thibodeaux, Wilson et Winn ont voté dans la négative.—23 non.

En conséquence, cette motion a été rejetée.

M. Sparks a alors fait la motion de referer de nouveau ce bill à un comité spécial composé de six membres, deux desquels devront être pris dans chaque district congressionnel.

Sur l'adoption de ladite motion,

M. Lewis demande l'appel nominal, et il appert que M. Armand, Augustin, Bienvenu, Bernard, Davidson, Debuys, Delachaise, Dixon, Ducros, Marigny, Freret, Guillet, Labatut, Lambremont, Landry, Milligan, Montégut, Nerault, Ory, Patin, Penn, Sheldon, Sparks et A. B. Thibodeaux, ont voté dans l'affirmative —24 oui.

Et Mrs. Bickham, Brasheer, Braux, Breazeale, Breed Briggs, Brown, Bry, Couvillon, Dosson, Haile, Lawson, Lewis, McAlister, Ogden, Patten, Barrow, Sibley, H. C. Thibodeaux, Wilson et Winn ont voté dans la négative.—21 non.

En conséquence, cette motion a prevalu.

M. Bickham a fait la motion que ledit comité soit nommé au scrutin.

Sur l'adoption de cette motion, M. Labatut a demandé l'appel nominal, et il a paru que Mrs. Bickham, Breazeale, Breed, Briggs, Brown, Bry, Couvillon, Dawson, Lawson, Lewis, Ogden, Patten, Barrow, Sheldon, Sibley, H. C. Thibodeaux, Wilson et Winn, ont voté dans l'affirmative.—19 oui.

Et que Mrs. Armand, Augustin, Bienvenu, Breaux, Bernard, Davidson, Debuys, Delachaise, Ducros, Marigny, Freret, Guillet, Haile, Labatut, Lambremont Landry, McAllister, Milligan, Montegut, Nerault, Ory, Patin, Penn, Sparks et A. B. Thibodeaux, ont voté dans la négative.—20 non.

En conséquence, cette motion a été rejetée.

L'orateur a nommé Mrs. Sparks, Marigny, Patin, Davidson, Bienvenu et Nerault, membres du comité auquel ledit bill a été refer.

La chambre a pris en considération, section par section le bill intitulé "Acte supplémentaire à l'acte intitulé : Acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de la Banque de l'Atchafalaya." Lequel section a été fixé à l'ordre spécial du jour pour aujourd'hui.

Les diverses sections ayant été adoptées avec plusieurs additions sections additionnelles.

Sur motion, ordonné que ledit bill passe tel qu'il a été amendé et conserve son titre.

Le greffier a été chargé d'y demander le concours du sénat.

Sur motion de M. Sparks, ordonné que le bill intitulé, "Acte pour amender l'acte intitulé : Acte pour incorporer la compagnie de l'éclairage au moyen du gaz et de la banque de la Nouvelle Orléans," soit fixé à l'ordre spécial du jour pour demain.

Et que le bill intitulé "Acte pour incorporer les souscripteurs à la banque des négocians de la Nouvelle-Orléans, soit fixé à l'ordre spécial du jour pour vendredi 22 du courant.

Un message est venu du sénat, par Mr. Davis, son secrétaire, informant la chambre que le sénat a donné son concours aux amendemens faits par le comité de conférence aux amendemens de la chambre au bill intitulé "Acte pour amender les divers actes relatifs à l'imprimeur d'Etat et pour d'autres objets."

Sur motion, la chambre s'est ajournée à demain, à 10 heures du matin.

MARDI, 19 JANVIER 1836.

La chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

Sur motion, ordonné qu'un congé de quelques jours soit accordé à messieurs Davenport et Breed.

Un message du sénat par Mr. Davis son secrétaire informant la chambre du concours du sénat, avec un amendement à la résolution fixant le jour de l'élection du Trésorier de l'Etat.

La chambre s'est occupée du dit amendement qui consiste à insérer "aujourd hui 19 Janvier" à la place des mots "Jeudi 21 du courant"

Sur motionn ordonné que la chambre donne son concours au dit amendement.

Le Greffier a été chargé d'en informer le sénat.

Mr Patten a présenté les résolutions suivantes:

Résolu par le Sénat, &c. Que nos Sénateurs et nos Représentans au congrès soient invités à faire tous leurs efforts pour obtenir une décision finale des réclamations de terre dans la partie nord de cet Etat connues sous le nom de "concession du Baron de Bastrop et aussi une exemption des dispositions de la loi de pré-emption approuvée le 17 Juin 1834."

Résolu, &c. Que le gouverneur de cet Etat transmette immédiatement des copies de ces résolutions à nos Sénateurs et Représentans au congrès.

Les susdites résolutions ont subi leur première lecture, et sur motion, la chambre s'est dispensée de ses règles, a procédé à leur considération.

Sur motion ordonné, qu'elles soient adoptées.

Le Greffier a été chargé d'y demander le concours du Sénat,

Mr Ogden de la part du comité sur l'Education publique auquel avait été référée la pétition de Mr Garret, a demandé que le dit comité soit exempté de toute considération ultérieure de ce mémoire et qu'il soit référé au comité de réclamations.

Cette motion ayant prévalu, la dite pétition a été référée au comité de réclamations.

Mr. Augustin de la part du comité de conférence nommé à l'effet de prendre en considération les amendemens faits au bill intitulé "Acte pour amender les divers actes relatifs à l'imprimeur d'Etat et pour d'autres objets" présente le rapport suivant:

Le comité de conférence des deux Branches de la Legislature, auquel avaient été référés les amendements faits par la chambre, (et rejetés par le sénat) au bill intitulé "Acte pour amender les divers actes relatifs à l'imprimeur d'Etat et pour d'autres objets" présente le rapport suivant :

Que les dits amendemens soient insistés, et que le sénat soit requis de recéder à son amendement.

Laquelle a subi sa 1re. lecture, et la chambre s'étant ajournée de ses règles, a subi une 2de. lecture.

Sur motion, ordonné que cette résolution soit acpiés.

Le greffier est chargé d'y demander le concours du sénat.

☞ Un message du sénat par M. Davis, son secrétaire, informant la chambre de son concours aux résolutions suivantes :

Résolu qu'à l'avenir aucune personne ne sera admise dans la salle de la Chambre des représentans après que la chambre aura été appelée à l'ordre; Sont exceptées les personnes qui y sont admises actuellement en vertu des reglemens de la chambre, ainsi que les dames qui voudront bien nous honorer de leur présence et les messieurs qui les accompagneront, pour la commodité desquels l'espace en arrière des colonnes *en face* du fauteuil de l'orateur devra être préparé; et il est ordonné au sergent au portier de refuser l'entrée à toutes autres personnes.

Pendant la discussion de la dite résolution, la chambre a procédé à l'ordre du jour.

Sur motion, ordonné que ledit bill passe tel qu'il a été amendé et conserve son titre.

Le greffier a été chargé d'y demander le concours du sénat.

Sur motion de M. Sparks, ordonné que le bill intitulé, "Acte pour amender l'acte intitulé : Acte pour incorporer la compagnie de l'éclairage au moyen du gaz et de la banque de la Nouvelle Orléans," soit fixé à l'ordre spécial du jour pour demain.

Et que le bill intitulé "Acte pour incorporer les souscripteurs à la banque des négocians de la Nouvelle-Orléans, soit fixé à l'ordre spécial du jour pour vendredi 22 du courant.

Un message est venu du sénat, par Mr. Davis, son secrétaire, informant la chambre que le sénat a donné son concours aux amendemens faits par le comité de conférence aux amendemens de la chambre au bill intitulé "Acte pour amender les divers actes relatifs à l'imprimeur d'Etat et pour d'autres objets."

Sur motion, la chambre s'est ajournée à demain, à 10 heures du matin.

MARDI, 19 JANVIER 1836.

La chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

Sur motion, ordonné qu'un congé de quelques jours soit accordé à messieurs Davenport et Breed.

Un message du sénat par Mr. Davis son secrétaire informant la chambre du concours du sénat, avec un amendement à la résolution fixant le jour de l'élection du Trésorier de l'Etat.

La chambre s'est occupée du dit amendement qui consiste à insérer "aujourd hui 19 Janvier" à la place des mots "Jeudi 21 du courant"

Sur motionn ordonné que la chambre donne son concours au dit amendement.

Le Greffier a été chargé d'en informer le sénat.

Mr Patten a présenté les résolutions suivantes:

Résolu par le Sénat, &c. Que nos Sénateurs et nos Représentans au congrès soient invités à faire tous leurs efforts pour obtenir une décision finale des réclamations de terre dans la partie nord de cet Etat connues sous le nom de "concession du Baron de Bastrop et aussi une exemption des dispositions de la loi de pré-emption approuvée le 17 Juin 1834."

Résolu, &c. Que le gouverneur de cet Etat transmette immédiatement des copies de ces résolutions à nos Sénateurs et Représentans au congrès.

Les susdites résolutions ont subi leur première lecture, et sur motion, la chambre s'est dispensée de ses règles, a procédé à leur considération.

Sur motion ordonné, qu'elles soient adoptées.

Le Greffier a été chargé d'y demander le concours du Sénat,

Mr Ogden de la part du comité sur l'Education publique auquel avait été référée la pétition de Mr Garret, a demandé que le dit comité soit exempté de toute considération ultérieure de ce mémoire et qu'il soit référé au comité de réclamations.

Cette motion ayant prévalu, la dite pétition a été référée au comité de réclamations.

Mr. Augustin de la part du comité de conférence nommé à l'effet de prendre en considération les amendemens faits au bill intitulé "Acte pour amender les divers actes relatifs à l'imprimeur d'Etat et pour d'autres objets" présente le rapport suivant:

Le comité de conférence des deux Branches de la Legislature, auquel avaient été référés les amendements faits par la chambre, (et rejetés par le sénat) au bill intitulé "Acte pour amender les divers actes relatifs à l'imprimeur d'Etat et pour d'autres objets" présente le rapport suivant :

Que les dits amendemens soient insistés, et que le sénat soit requis de recéder à son amendement.

Laquelle a subi sa 1re. lecture, et